



SINDICATO NACIONAL DE TRABAJADORES DEL
SERVICIO POSTAL MEXICANO
“CORREOS DE MÉXICO”



COMITÉ EJECUTIVO NACIONAL

**CARTA DE INFORMACIÓN BIMENSUELLE –
ÉVOLUTIONS CLÉS DU SECTEUR POSTAL MUNDIAL**

No.7

QUINZAINE 15 – 2026 (1er AOÛT – 15 AOÛT 2026)

ÉTATS-UNIS

- Suspension judiciaire de directives restrictives : Le 11 août 2026, un tribunal fédéral de Boston a prononcé une ordonnance préliminaire majeure interdisant formellement à l'administration fédérale et au USPS de mettre en œuvre des restrictions d'envergure concernant le vote par correspondance à l'approche des élections. Les syndicats ont salué cette décision, la défense du système de vote par correspondance constituant un pilier essentiel de la stabilité de l'emploi dans le secteur.
- Réaction face aux fermetures et suspensions de bureaux : Lors des réunions du Conseil des gouverneurs du USPS le 7 août, les syndicats ont vivement contesté le maintien de plus de 414 bureaux sur une « liste de suspension » — une procédure administrative que l'APWU dénonce comme un mécanisme insidieux de privatisation et de dégradation du service dans les zones rurales.

COLOMBIE

- Opérations d'urgence : À la suite du séisme de magnitude 7,4 survenu le 10 août 2026 — qui a causé d'importants dégâts et perturbé le réseau routier dans plusieurs régions, affectant plus de 185 000 personnes — les réseaux de distribution ont fonctionné selon des protocoles d'urgence. Les agents postaux et les syndicats ont donné la priorité à l'acheminement des colis essentiels et de l'aide humanitaire. Les organisations syndicales ont préconisé l'utilisation du vaste réseau physique et des services de paiement postal de l'opérateur officiel pour acheminer les aides financières et les transferts de fonds urgents vers les populations à faibles revenus touchées, compensant ainsi la couverture limitée des agences bancaires traditionnelles dans les municipalités sinistrées.
- Exigence de stabilité : Bien que le secteur postal colombien ait enregistré des volumes d'expédition soutenus en début d'année, les représentants syndicaux ont continué d'exhorter le gouvernement national à garantir, par des injections de ressources financières, la couverture du service légalement requise sur l'ensemble du territoire, tout en préservant le bien-être des plus de 5 000 employés directs et indirects du secteur.

CHILI

- Suivi des groupes de travail sur les questions sociales: Suite au licenciement collectif de 600 travailleurs opéré il y a quelques mois dans le cadre d'un plan de modernisation visant à réduire les coûts fixes, la Fédération des travailleurs de CorreosChile est restée vigilante, veillant à ce que l'entreprise et le ministère du Travail respectent les accords de réexamen des dossiers et évitent toute nouvelle mesure arbitraire.
- Transformation des succursales: Les organisations syndicales ont évalué l'impact de la transformation de succursales traditionnelles en « agences » externalisées au sein de petites localités à travers le pays ; une mesure administrative que les syndicats surveillent de

près afin de prévenir une dégradation des conditions de distribution locale. Parallèlement, les plaintes se sont multipliées concernant l'accumulation de courrier physique dans les principaux centres de distribution, s'ajoutant aux revendications pour de meilleurs outils technologiques permettant de résoudre les goulots d'étranglement dans la livraison de colis internationaux.

PÉROU

- Alerte syndicale concernant un projet de loi : Le Syndicat national des travailleurs de Serpost (Sintraserpost) a organisé des réunions d'information à Lima et dans des régions clés afin d'évaluer d'éventuelles actions syndicales en réponse à l'avancement, au Congrès, d'un projet de loi gouvernemental visant une réforme globale de l'entreprise publique. Le syndicat a réitéré son opposition ferme à toute mesure impliquant une « privatisation silencieuse » ou la privatisation de services essentiels.

- Infrastructures et demande liée au commerce électronique : Sur le plan des ressources humaines, les employés des postes et les facteurs ont réclamé un renforcement des effectifs et des moyens technologiques pour faire face au plan logistique ambitieux de l'État. Ce plan prévoit le traitement de plus de 1,4 million d'envois d'ici la fin de l'année, une dynamique largement portée par le commerce électronique asiatique et les nouvelles routes maritimes passant par les ports de Chancay et de Callao.

DANEMARK

- Suivi des licenciements : Le syndicat danois 3F, affilié à UNI Global Union, a continué de suivre de près les répercussions sur l'emploi de la décision de l'opérateur public PostNord de mettre fin à la distribution de courrier physique. Les syndicats ont maintenu leurs revendications concernant la mise en place de plans de reclassement et de programmes de formation visant à atténuer la perte d'environ 1 500 emplois directs dans le secteur postal traditionnel.
- Opposition aux dérives du secteur privé : Face au basculement définitif du marché du courrier vers des opérateurs privés tels que DAO, le syndicat 3F a intensifié ses critiques début août concernant la précarisation de l'emploi et l'absence de conventions collectives solides au sein des nouveaux réseaux de distribution privés, tout en mettant en garde contre l'émergence d'un monopole commercial laissant les livreurs sans protection adéquate.

POLOGNE

- Négociations relatives à la convention collective (ZUZP): Après des mois d'impasse institutionnelle causée par l'annulation de la précédente convention collective (ZUZP), les séances de dialogue technique — qui avaient repris en milieu d'année — se sont intensifiées en août. Les syndicats collaborent actuellement avec la nouvelle équipe de direction technique

pour définir une structure de rémunération formelle, garantissant que les ajustements



SINDICATO NACIONAL DE TRABAJADORES DEL SERVICIO POSTAL MEXICANO “CORREOS DE MÉXICO”



COMITÉ EJECUTIVO NACIONAL

n'entraîneront pas de nouveaux licenciements massifs.

- Validation des paiements en retard : Le 12 août 2026, le conseil d'administration de Poczt Polska a cédé à la pression des syndicats et a autorisé le versement des primes de performance en souffrance (au titre de mars 2025) ainsi que des primes d'ancienneté accumulées. L'entreprise s'est formellement engagée à verser ces sommes au plus tard le 31 août 2026, une mesure dont bénéficieront environ 33 700 travailleurs.

RUSSIE

- Proposition concernant les bureaux de poste : Le 14 août 2026, la direction de Poczt Rossii a soumis une proposition officielle aux autorités de régulation pour lever les restrictions réglementaires actuelles protégeant le secret de la correspondance. Ce projet vise à permettre à des prestataires indépendants (travailleurs autonomes) d'exploiter et d'ouvrir des points de retrait de colis (PVZ) directement au sein des bureaux de poste publics. Bien que cette mesure cherche à pallier la grave pénurie de personnel opérationnel dans les agences traditionnelles, des comités indépendants et de base surveillent l'initiative avec prudence, craignant qu'elle ne favorise la privatisation des emplois et n'érode les avantages sociaux des salariés permanents.
- Migration numérique obligatoire : Depuis le 1er août 2026, une réglementation est entrée en vigueur, supprimant l'envoi automatique d'avis d'imposition papier à tous les citoyens inscrits sur le portail d'État Gosuslugi (Госуслуги) ou sur le site Internet de l'administration fiscale. Ce passage forcé au format électronique (PDF) porte un coup dur au volume de courrier traditionnel traité par les agents postaux, accélérant ainsi les projets de l'opérateur visant à restructurer les tournées et à concentrer le personnel restant exclusivement sur la livraison de colis commerciaux numérisés.

CHINE

- Endiguer la concurrence destructrice : début août, les comités syndicaux des secteurs de la logistique et de la livraison express ont lancé des initiatives de suivi conformes au nouveau plan quinquennal. La priorité immédiate de l'État est d'éradiquer ce que l'on appelle l'« involution » (*neijuan*) — une forme de concurrence excessive par les prix entre les entreprises de livraison de colis qui, par le passé, a entraîné une baisse des revenus et un allongement du temps de travail pour les livreurs.
- Objectifs d'expansion : le Bureau national des postes de Chine et les associations professionnelles ont coordonné le lancement des phases opérationnelles de la nouvelle stratégie sectorielle. Le plan prévoit que le secteur traitera 290 milliards d'unités par an d'ici à 2030. Les syndicats ont conditionné leur soutien technique à la garantie que cette croissance n'entraînera pas une augmentation de la charge de travail sans ajustements salariaux correspondants.

CORÉE DU SUD

- Suspension massive des livraisons : Le ministère des Sciences et des TIC ainsi que l'opérateur

public Korea Post ont officiellement instauré des « journées sans colis », prévues pour les 14 et 18 août 2026. Cette initiative découle d'accords collectifs conclus entre les syndicats et le gouvernement, visant à lutter contre l'épuisement professionnel extrême des livreurs confrontés à des vagues de chaleur estivales intenses et à une forte demande.

- Véhicules autonomes : Korea Post a commencé à tester de petits véhicules électriques sans conducteur ainsi que des robots de livraison pour le « dernier kilomètre ». Le syndicat ne s'est pas opposé à cette technologie, mais a exigé que ces robots servent uniquement à aider au port de colis lourds, plutôt qu'à remplacer les livreurs humains.

CAMEROUN

- Menace sur les flux postaux : Les syndicats de Campost ont fait part de leurs inquiétudes concernant l'annonce d'une grève générale illimitée par les associations de transporteurs routiers, prévue pour débuter dans la seconde moitié du mois (le 24 août 2026). Les transporteurs protestent contre le mauvais état des routes nationales et les contrôles routiers abusifs. Le syndicat postal a averti que si ce blocage des principaux axes de transport se concrétisait, les chaînes d'approvisionnement ainsi que la distribution du courrier et des colis vers l'intérieur du pays seraient totalement perturbées.
- Appels d'offres pour des équipements : En interne, les travailleurs et les représentants syndicaux ont continué de suivre l'exécution budgétaire de Campost pour l'exercice 2026. Ce suivi fait suite à l'annonce récente selon laquelle l'appel d'offres public pour l'acquisition de 400 nouveaux terminaux de paiement électronique (TPE) — destinés à moderniser les guichets — n'avait abouti à aucune offre retenue. Le syndicat exige que ces fonds soient rapidement réaffectés à l'amélioration des outils logistiques dans les bureaux ruraux périphériques.

SOURCES :

USPS, LaRepublica.CO, Fitch Ratings, La Noticia Perú, www.abc.com.py, Strefa Biznesu, Kyiv Post, YouTube-ShanghaiEye, Evrim Ağacı, Investir au Cameroun



PRÉPARÉ PAR: ANGEL BARRIOS CUEVAS
SOUTIEN ADMINISTRATIF
SINDICATO NACIONAL DE TRABAJADORES DEL SERVICIO POSTAL MEXICANO
“CORREOS DE MÉXICO”